



L'EAU, C'EST LA VIE

la lutte pour l'eau potable se poursuit

Depuis combien de temps les peuples autochtones luttent-ils pour avoir accès à de l'eau potable?

Cela fait des siècles que plusieurs communautés autochtones, métisses et inuites ont un accès difficile à l'eau potable et à d'autres nécessités, comme une nourriture de qualité et un logement sécuritaire. Les impacts de la colonisation et du colonialisme que subissent encore les peuples autochtones du Canada incluent un manque d'accès et de respect des besoins et des droits fondamentaux en matière de logement, d'accès à l'eau potable, à l'éducation et aux opportunités d'emploi, notamment.

Le gouvernement fédéral actuel s'est concentré sur la levée des avis d'ébullition qui étaient en vigueur depuis très longtemps dans certaines communautés autochtones. Mais ce n'est que le début de ce qui est nécessaire de faire pour mettre fin une fois pour toutes à des décennies d'injustice et de discrimination en lien avec l'eau.

En 1876, le gouvernement fédéral a déposé la *Loi sur les Indiens*. En vertu de cette loi, le gouvernement canadien est responsable de la construction et de l'entretien des infrastructures dans les réserves autochtones, notamment les stations de traitement de

l'eau potable et les conduites d'aqueduc des maisons et des bâtiments.

Depuis, le gouvernement fédéral a toujours sous-financé les réserves, notamment pour les infrastructures d'aqueduc et d'égout. Les gouvernements successifs ont nui à l'accès à l'eau potable des peuples autochtones de bien d'autres façons. Mentionnons, par exemple, la relocalisation forcée de peuples autochtones dans des réserves parfois très éloignées de leurs territoires traditionnels. L'inaction du gouvernement fédéral face à la pollution et aux accidents industriels causés par les entreprises a également nui aux sources d'eau.



La levée des avis d'ébullition de l'eau dans les communautés autochtones n'est que le début de ce qui est nécessaire pour mettre fin à l'injustice et à la discrimination en lien avec l'eau.



Aujourd'hui, de nombreux peuples autochtones n'ont toujours pas accès à de l'eau potable. Cela viole le droit à l'eau reconnu internationalement. En 2015, Justin Trudeau s'est engagé à mettre fin aux avis d'ébullition d'ici 2021. Ce délai est passé et, bien que de nombreux avis d'ébullition d'eau soient terminés, le gouvernement libéral affirme que de nombreuses communautés n'auront pas de solutions à long terme avant 2026.

Comment cela a pu durer si longtemps?

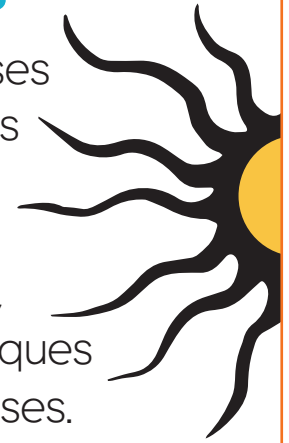
De nombreux peuples autochtones et leurs allié(e)s se sont posés la même question! Pendant des décennies, les gouvernements qui se sont succédé à Ottawa se sont engagés à fournir de l'eau potable aux peuples autochtones. Mais aucun n'a fourni un financement adéquat pour construire et entretenir des stations de traitement de l'eau potable et des eaux usées, des systèmes de canalisations appropriés pour relier les stations aux maisons ou suffisamment de personnel formé et rémunéré équitablement pour faire fonctionner les systèmes.



Depuis des siècles, l'accès à l'eau potable de la plupart des communautés autochtones est difficile.



De nombreuses communautés autochtones sont oubliées par le fédéral, car les statistiques sont trompeuses.



Quelles sont les communautés autochtones touchées?

La question de savoir quelles communautés ou combien de communautés n'ont pas d'eau potable n'est pas simple, mais une chose est claire : au cours des derniers siècles, l'eau potable de la plupart des communautés et des nations autochtones a été menacée.

Le gouvernement fédéral impose des limites aux peuples autochtones envers lesquels il a des responsabilités financières et juridiques en matière d'eau potable. L'engagement du gouvernement libéral de mettre fin aux avis d'ébullition ne couvre que les avis à long terme concernant les réseaux d'eau desservant cinq foyers ou plus dans les réserves autochtones, ce que le gouvernement appelle des « réseaux publics ». L'amélioration de la tuyauterie dans les maisons ou son installation pour les maisons qui en sont privées et qui dépendent de grands réservoirs d'eau appelés citernes, ainsi que le soutien des systèmes de traitement des eaux usées, qui sont essentiels pour protéger l'eau potable, ne font pas partie des priorités fédérales.

De nombreux peuples et communautés autochtones ne profitent pas des efforts ciblés du fédéral. De plus, les statistiques fédérales sur le suivi ne racontent pas toute

l'histoire, car elles ne tiennent pas compte des communautés autochtones qui vivent sous un avis d'ébullition à court terme, de la plupart des Métis, des Inuits, de l'ensemble des communautés situées au nord du 60^e parallèle, des sept Premières Nations membres du Conseil tribal de Saskatoon, des Premières Nations qui utilisent des puits et des systèmes d'aqueduc privés et des réserves des Premières Nations en Colombie-Britannique.

Les communautés inuites et certaines autres communautés reçoivent un financement fédéral distinct, mais il est important de souligner le grand nombre de peuples autochtones qui n'ont pas d'eau potable et qui sont exclus de la campagne fédérale visant à mettre fin aux avis d'ébullition.

Qu'est-ce que ça fait de vivre sous un avis d'ébullition d'eau à long terme?

Certaines Premières Nations font bouillir leur eau depuis des décennies. Les membres de la Première Nation Shoal Lake 40 ont vécu sous un avis d'ébullition d'eau pendant 24 ans, de 1997 à 2021, lorsque la construction de routes efficaces a rendu possible la construction et l'entretien d'une nouvelle station de traitement de l'eau.

En juin 2022, la Première Nation Neskantaga a franchi la barre symbolique des 10 000 jours sous un avis d'ébullition. Depuis 1995, leur eau du robinet a parfois été dangereuse même pour le bain ou la lessive, ce qu'on appelle un avis de « ne pas utiliser » l'eau.

Les communautés sans eau potable doivent dépenser de grosses sommes d'argent pour approvisionner leurs membres en eau embouteillée, ce qui entraîne l'accumulation de montagnes de déchets plastiques. Les familles doivent souvent rationner l'eau potable et l'eau pour le bain et le nettoyage. L'eau impropre à la consommation, mais jugée suffisamment sécuritaire pour le bain,

peut provoquer des affections cutanées comme l'eczéma et des infections.

Les communautés dont l'eau est totalement inutilisable ont du mal à avoir des vêtements propres et à trouver des endroits sécuritaires pour prendre un bain. Les membres de la communauté doivent tenir compte du moment, des coûts et de la logistique de la collecte d'eau dans leur vie quotidienne. La pandémie de COVID-19 a touché plus fortement les communautés autochtones que les communautés non autochtones, notamment à cause de l'accès insuffisant à l'eau potable pour boire ou effectuer des tâches de lavage et d'hygiène supplémentaires afin d'empêcher la propagation du virus. Une étude récente a révélé que les communautés autochtones qui ont des citernes d'eau avaient deux fois plus de cas de COVID-19 que les communautés avec de l'eau courante à la maison.



Les communautés ont du mal à laver leurs vêtements ou à trouver des endroits sécuritaires pour prendre un bain. Les gens doivent tenir compte du moment, des coûts et de la logistique de la collecte d'eau dans leur vie quotidienne.



Qu'en est-il des avis d'ébullition à court terme?

Les avis d'ébullition à court terme sont un gros problème! En mai 2022, il y avait 30 avis de ce type dans les communautés des Premières Nations au sud du 60^e parallèle (à l'exclusion des communautés de la Colombie-Britannique et de celles qui sont membres du Conseil tribal de Saskatoon). Souvent, un avis est levé pour être réappliqué quelques semaines ou mois plus tard.

Écouter, apprendre et agir

Les peuples autochtones combattent les menaces qui pèsent sur leur eau potable depuis des générations. Il est essentiel de reconnaître la force et la dignité des peuples autochtones qui ont été touchés par ces conditions et qui se sont battus pour du changement. Les efforts des militant(e)s autochtones et de leurs allié(e)s ont poussé les gouvernements à s'engager à faire avancer les travaux pour assurer l'accès à l'eau potable aux peuples autochtones.

La campagne *L'eau, c'est la vie* du SCFP fournit des outils pédagogiques pour en

savoir plus sur les problèmes d'eau dans les communautés autochtones et se mobiliser afin de soutenir les peuples autochtones et leurs allié(e)s dans le but de protéger l'eau et de régler ces enjeux. Vous trouverez une liste de moyens de soutenir les communautés autochtones qui luttent pour l'eau potable dans *L'eau, c'est la vie : écouter, apprendre, agir*.



Il est essentiel de reconnaître la force et la dignité des peuples autochtones qui ont été touchés par ces conditions et qui se sont battus pour du changement.



Vocabulaire utile pour comprendre ce à quoi les communautés autochtones sont confrontées :

Avis d'ébullition de l'eau (AÉE) : les ménages doivent porter l'eau du robinet à ébullition pendant au moins une minute avant de la boire ou de l'utiliser pour cuisiner, nourrir les animaux domestiques, se brosser les dents, laver les fruits et légumes, etc.

AÉE à long terme : un avis d'ébullition de l'eau qui est en place depuis plus d'un an.

AÉE à court terme : un avis d'ébullition de l'eau qui est en place depuis moins d'un an.

Systèmes publics d'approvisionnement en eau : Services aux Autochtones Canada fait référence aux systèmes d'aqueduc dans les réserves desservant cinq ménages ou plus, ou desservant des écoles, des centres communautaires et d'autres installations publiques, comme des systèmes publics d'approvisionnement en eau.